

Nationalisme et violence symbolique

*José Ramon Torregrosa Peris
Département de Psychologie Sociale,
Universidad Complutense de Madrid*

Si la parole est ce qui nous définit comme êtres humains, la violence qui la remplace et la supprime dégrade notre condition humaine, ou, comme le disent certains auteurs classiques de la pensée politique, elle nous ramène à l'état de nature.

L'expérience terrible du XXI^e siècle nous oblige moralement à abhorrer et condamner la violence. Cela ne doit pas nous surprendre si parler de la violence équivaut à parler du Mal, c'est-à-dire, de l'antithèse même des valeurs, et d'«antivaleur» par excellence. En ce sens, nous devrions considérer comme atteinte de pathologie ou de perversion morale, toute personne pour qui la violence (la violence destructive) constitue une valeur intrinsèque ou un but dans la vie et qui jouit de sa pratique ou contemplation, ou, reste insensible, indifférent face à la souffrance des personnes qui la subissent. Les cas de violence, en tant que valeur expressive et ouvertement déclarée, sont rares chez les personnes et plus fréquents chez certains groupes marginaux et d'idéologie extrémiste. Et, même dans ces cas, l'exaltation de la violence constitue dans la pratique, un moyen de confrontation aux exo-groupes, pour les maintenir à distance ou « leur donner ce qu'il mérite », etc. Dans le cas des individus, il s'agit de psychopathes ou sociopathes.

Mais si nous passons des valeurs ou fins, aux moyens, c'est-à-dire, en considérant la violence comme un moyen, ou comme une attitude, intention, comportement etc., nous sommes confrontés à son omniprésence fréquente dans toutes les sphères de la vie humaine, des plus intimes de la vie personnelle à celles des relations internationales.

Bien évidemment, la violence de genre ou domestique n'est pas la même que celle entre états ou nations, ni celle du terrorisme. Elles ont cependant un point commun. Mais je voudrais insister : malgré sa

mauvaise réputation, la violence reste omniprésente et généralisée. Donc si sa pratique est tellement courante, c'est que, d'une certaine manière, elle agit en tant que valeur (valeur intermédiaire ou instrumentale). Et ce, même si elle n'est pas reconnue en tant que telle ou même quand elle est expressément condamnée, parfois à chaudes larmes, et par ceux-là même qui s'empresment ensuite d'en retirer les éventuels bénéfices. De plus, même si distinguer la fin des moyens est utile analytiquement et indispensable pour étudier l'action humaine, fréquemment dans la vie réelle, ceux-ci alternent et se confondent. C'est-à-dire que, ce qui dans un premier temps se présentait comme un moyen se transforme par la suite en fin et s'autonomise en tant que valeur en soi.

En définitive, la persistance de la violence est due, surtout à sa fonctionnalité, à son caractère instrumental et à son succès ; mais pas nécessairement pour ceux qui l'exécutent matériellement. Cette relation nécessaire pour atteindre certaines fins devrait susciter plus de réflexion et de doutes sur la légitimité de celles-ci.

Il semblerait que la violence accompagne la vie. Les organismes vivants pour continuer à vivre ont besoin de s'appropriier et de métaboliser des éléments de leur entourage qu'ils considèrent propres à soi. Certaines espèces en chassent d'autres pour pouvoir subsister ; et entre elles au sein d'un groupe, elles s'attaquent pour établir et maintenir un ordre hiérarchique.

Nous pouvons admettre que pour l'humain, ainsi que pour les espèces les plus proches, l'agression et la violence constituent une base naturelle et innée. Il s'agit donc d'une agression liée à la survie et à l'autodéfense. C'est ce que Fromm a appelé l'agression bénigne. Bénigne, parce qu'elle est exercée pour satisfaire des besoins stricts de survie, sans qu'il n'en découle du plaisir ou qu'elle prétende aller au-delà du caractère destructif de l'action prédatrice.

L'agression maligne est celle qui prétend faire du tort ou porter préjudice à l'autre intentionnellement, en dehors de toute fonctionnalité biologique. Elle est rare chez les animaux. Par contre, elle semble être la caractéristique distinctive de l'humain. L'étendue des phénomènes auxquels on fait référence par le terme violence est considérable. Il nous vient à l'esprit, par exemple, des phénomènes comme la violence scolaire, la violence de genre, l'Holocauste, le

harcèlement au travail. Ce sont des processus complexes d'interaction, de configuration spécifique de situations et d'histoires dans lesquelles, ce qui unis est moindre que ce qui différencie. Nous ajoutons donc à ce terme, un caractère évaluatif-moral, et non uniquement analytique-descriptif. Il suffit de penser par exemple à la différence entre ce qu'impliquent des expressions telles que « lutte armée » face à « terrorisme », « organisation indépendantiste basque » (Le Monde) face à « organisation terroriste » ou « bande armée », « mouvement de libération » face à « organisation terroriste », etc. La clarté intuitive du terme « violence » est trompeuse. Et il peut être utilisé pour délégitimer tant des revendications qui dans le fond sont justes, que pour atténuer la gravité de comportements qui selon le Code Pénal, sont plus précis et graves. Tel en est le cas, lorsqu'un prétendu « nationalisme pacifique » se réfère à l'ETA et son entourage comme étant « les violents », et ce, pour dissoudre dans la signification générale et abstraite du terme violence, la gravité possible qui découlerait de son propre caractère inhumain et criminel. Si nous regardons dans le Dictionnaire de l'Académie Royale Espagnole les significations du terme « violent », il faut aller jusqu'à la septième acception, avant qu'il ne soit défini comme «... en dehors de toute raison et justice ». Tous les autres sens antérieurs impliquent beaucoup moins de responsabilité morale et/ou pénale.

Ce qui constitue le cœur de la notion de violence, tant dans le langage quotidien que dans la bibliographie, c'est l'utilisation de la force, pour dominer ou détruire l'autre, contre sa volonté. La violence est un viol, une fracture de la liberté et de l'intégrité physique ou/et psychique de la personne. Déjà, pour le dictionnaire des Autorités de 1780, la violence est « la force qui oblige quelqu'un à faire ce qu'il ne veut pas par des moyens auxquels il ne peut pas résister ». Cette idée de force qui s'impose en dernière instance est celle qui est sous-jacente à l'idée de pouvoir chez Weber. Lorsque le pouvoir est légitime, il devient Autorité. L'Etat, en tant que pouvoir-autorité, dispose de la violence, de la force physique comme dernier recours. La notion de violence est donc intimement liée à celle du pouvoir, dans l'ordre interne et face aux menaces externes. En ce sens, l'Etat est l'organisation qui pratique la violence de façon légitime. Mais nous pouvons également dire, comme Hannah Arendt, que le pouvoir

n'est pas seulement différent de la violence, sinon qu'il en constitue l'antithèse. Plus l'Etat repose sur la violence en l'utilisant, moins il a de pouvoir et de continuité. C'est un moyen latent qu'il doit utiliser le moins possible.

Il existe également un autre terme étroitement lié à la violence, presque synonyme, qui est celui d'agression. L'agression se réfère tant aux conduites qu'à leurs bases instinctives, motivationnelles ou émotionnelles sur lesquelles elles sont supposées reposer. Chez l'être humain, la relation impulsivité-conduite est nécessairement tempérée par les pratiques et les représentations culturelles, ainsi que par le sens donné à ces pratiques dans chaque culture, y compris celles qui se rapportent à la constitution même de la subjectivité. L'humain se construit et vit dans un ordre symbolique, comme le dit Cassier. C'est pour cette raison qu'il faut chercher l'explication de la phénoménologie de la violence dans les interactions sociocognitives complexes, dans les apprentissages, les pratiques, les habitudes, les croyances, les normes et valeurs qui structurent l'action humaine. Même lorsqu'il s'agit de la violence la plus passionnelle, la plus immédiate, qui découle d'état émotif de colère ou de rage, elle est tempérée par des représentations sociocognitives, qui orientent l'action agressive et violente. En ce sens, toute violence, avant d'être ouvertement manifeste, a été symboliquement imaginée, représentée et intériorisée. Non nécessairement dans les termes par lesquels elle s'explique ou se manifeste, mais dans une séquence d'images qui lui donne du sens et qui dirige l'action vers celle-ci. Nous pouvons dire qu'il n'y a pas de violence gratuite, irrationnelle et absurde, mais plutôt, que nous ne sommes pas capables d'en révéler le sens.

L'importance des facteurs sociocognitifs se manifeste précisément dans des cas de violence destructrice et cruelle, dans la dialectique des identités. Dans la définition du moi, l'autre apparaît toujours. L'autre a une importance fondamentale dans la formation de l'identité individuelle et collective. En effet, toute identité procède et s'affirme contre l'autre, dans la recherche de la différence. Le problème commence lorsque la différence s'absolutise, s'essentialise et que la condition commune et réciproque d'interdépendance se perd. Si en plus, l'autre se présente comme menace ou ennemi, nous avons les conditions qui vont permettre de dégrader sa définition et de

justifier sa destruction. L'émoussement de la sensibilité et de l'indifférence morale sont les corollaires prévisibles de celui qui n'est déjà plus comme nous, celui qui est autre chose. Et face à ce qui gêne et qui menace nos intérêts ou notre pureté identitaire nous pouvons, et nous devons peut-être, bouleverser ou détruire sans avoir de poids sur la conscience. Être ou de ne pas être. C'est eux ou nous.

Mais cette psychologie ou cette logique psychique, doit nécessairement se configurer en situations sociales qui la rendent plausible, qui l'oriente, voire même la stimule. Surtout quand nous sommes face à des structures de pouvoir, dont l'idéologie, plus ou moins explicite, l'autorise ou la légitime. L'exaltation narcissique de l'identité collective a besoin d'identification et d'appartenance presque inconditionnelle, et dans plusieurs cas, d'encadrements et de militantismes très inclusives, dans lesquels, le moi se dépersonnalise, se désindividualise, pour être converti en instrument et agent de la cause, du parti, du mouvement, de Dieu, de « notre peuple », etc. Dans de telles conditions, la structure cognitive de la personne devient rigide (dogmatisme) et perd ce que Milgram appelle l'état agentique, c'est-à-dire l'autonomie morale, la condition pour être une personne. Elle peut maintenant agir comme le maillon d'une chaîne plus grande qui la transcende, qui lui donne un sens et qui en même temps la déresponsabilise. Dès lors, elle (la personne) peut torturer, tuer, détruire, parce qu'elle n'est qu'un instrument obéissant, un moyen pour faire prévaloir la cause et qui mène à la victoire.

Pour illustrer l'« idiotie morale » qui conduit à ce type de processus, il n'est pas nécessaire de remonter à Auschwitz ou à Eichmann. En Espagne, nous avons pu en être témoin à travers des images télévisées dans lesquelles apparaissent deux jeunes hommes, nationalistes et collaborateurs de l'ETA, gais et joviaux, sans le moindre signe de tristesse ou de repentir. Ils assistent à leur procès où ils sont accusés d'avoir séquestrés dans une « planque » (un trou de deux mètres sur deux, sur deux), et dans des conditions de torture psychologique permanente, pendant 532 jours, un jeune fonctionnaire, Ortega Lara. L'image de cette personne, lorsqu'elle fut libérée par les Guardia Civil, rappelle immédiatement les figures squelettiques des survivants des camps d'extermination nazis. Il est difficile de croire que ces deux hommes, d'aspect plutôt agréable, qui parlaient, en

souriant et amicalement, ont été insensibles et indifférents face à leur participation dans la quasi extermination d'une personne. Il est évident que pour ces deux hommes, il ne s'agissait plus d'une personne et peut être encore moins d'un chien.

Arendt souligne que « la vraie substance de l'action violente est régie par la catégorie moyens-fin... », et insiste sur le risque constant que des moyens comme la violence puissent déborder des fins originaires en s'y superposant. Karl Von Clausewitz, le grand théoricien *De la Guerre*, manifestait déjà cette crainte, en insistant sur le fait que la guerre ne devait pas échapper au contrôle et à la guidance de la politique, qui est celle qui établit les fins. Il écrivait à la fin de son œuvre : « ... La guerre est un instrument de la politique.... La conduite de la guerre est ... la politique même ». Mais même s'il est raisonnable d'être préoccupé par une automatisation incontrôlée de la violence, il faut être conscient que, puisqu'il s'agit d'un moyen, la violence ne peut être appréciée ou condamnée que par référence aux fins qui, en dernière instance, décident pourquoi elle est utilisée et dans quel sens. Il est vrai qu'il n'existe pas de relation univoque ni nécessaire entre certaines fins et leurs moyens pour y parvenir. On peut invoquer le principe de « la fin ne justifie pas les moyens », que les soi-disant « nationalismes modérés » (PNV, EA), utilisent lorsqu'ils comparent leurs stratégies avec celles de l'ETA. Mais il est également vrai, comme le dit la sagesse populaire, que très souvent, « celui qui veut les fins veut les moyens ». Lorsqu'il s'agit de fins importantes pour la personne, telles que l'identité collective, la construction de la nation, qui sont vécues comme des convictions presque sacralisées, idolâtrées, la question de la correction, de l'adéquation ou de la légitimité des moyens commence à devenir floue. Elle devient sujette à différentes interprétations, plus ou moins radicales, mais toutes orientées vers la poursuite des mêmes objectifs. Dans de telles conditions, il n'est pas surprenant que le seuil de tolérance envers la violence diminue, surtout lorsque ce sont toujours les mêmes qui la pratiquent. Le nationalisme « modéré » ne peut plus perdre ses bonnes manières, sa bonne éducation dans les écoles religieuses de la haute bourgeoisie. Il ne peut pas non plus mettre en danger la couverture de ses connexions ecclésiastiques, économiques et sociales respectables, à l'intérieur comme à l'extérieur, en se

abaissant aux tâches pratiques de « l'action directe ». Ce primitivisme est propre des personnes de condition inférieure ou moins raffinées, ou de l'idéalisme irréfléchi des jeunes gens qui veulent tout, et tout de suite et qui ne peuvent pas attendre que chaque chose prenne son temps. Il y a un autre moyen plus subtil, indirect — mais efficace à long terme — et moins visible : celui d'agir sur l'esprit et les consciences plutôt que sur les corps. Travailler sur le langage pour renommer les choses, pour redéfinir l'espace et le temps, pour réécrire l'histoire et lui donner un nouveau sens, même s'il s'agit de fictions délirantes ; contrôler la création, la reproduction et la diffusion du discours sur lequel reposent les identités individuelles et collectives, en excluant et expulsant ceux qui n'acceptent pas ce nouveau projet ethnico-politique. Et tout pour établir un cadre d'apparente naturalité face à ce qui est arbitraire (et antidémocratique). C'est ce que Pierre Bourdieu a désigné par violence symbolique. Tout pouvoir aspire à être légitimé, ce qui implique qu'il soit obligé de créer l'image et les arguments qui le justifient, qui en constituent la base rationnelle, et qui lui donnent un sens, au-delà de la force sur laquelle il repose.

C'est à partir de cette prétention de légitimation, qui repose sur des bases injustes qui ne la justifient pas, qu'apparaît la violence symbolique, avec ses mécanismes d'imposition et d'endoctrinement. Les fins apparaissent ainsi avec cette naturalité apparente, trompeuse, et leur violence masquée. Comme dit l'historien García de Cortázar : « les mots ne tuent pas, mais ils sèment le doute et le mensonge, cachent la réalité et alimentent le feu de la discorde, et quand le cas se présente, ils offrent des alibis pour exercer la science du tir. Il y a des mots qui sont aussi assassins que des chambres à gaz » (ABC, 30-07-05).

Cette violence des mots, des fins, s'inscrit nécessairement comme cause et conséquence, origine et destination, dans cette spirale interminable de la violence nationaliste. Le saut vers la violence physique peut être cohérent lorsque la légitimité des fins (autodétermination, indépendance, sécession) est acceptée. Mais c'est justement cela, la légitimité des fins, qu'il faut élucider et mettre en doute. Parce que, en tant que désir, émotion ou sentiment, ou encore aspiration à une identité imaginaire et prétention au pouvoir, le simple énoncé de ces fins n'est pas suffisant pour que toutes ces aspirations

soient nécessairement raisonnables, justes et légitimes... Les sujets collectifs et individuels peuvent être excessifs dans leurs aspirations et se complaire dans le narcissisme, endurcir leur sensibilité morale face à la souffrance des autres, oublier leurs droits, voire même nier leur existence. En plus de la violence physique des moyens (le terrorisme de l'ETA), nous trouvons la violence symbolique des fins (aspiration unilatérale à la sécession et l'idéologie qui s'en suit...). Toutes les deux sont beaucoup plus interdépendantes et solidaires que voudrait nous le faire croire le machiavélisme jésuitique (tactisme) des stratèges nationalistes. Cette division du travail, astucieuse et fonctionnelle leur a permis d'accéder et de se maintenir au pouvoir durant des décennies, devenant par là même le principal danger de la démocratie espagnole, tel que l'a souligné dernièrement le philosophe Fernando Savater (« El Mundo », 1-12-07).

Nous pouvons dresser une longue liste de comportements des nationalismes périphériques, qui soutiennent l'idée de la violence symbolique systématique, corrélative à la violence terroriste de l'ETA. De manière générale, l'action du nationalisme périphérique, au sein du gouvernement ou de l'opposition, essaie de « désespagnoliser » toutes les sphères de la vie.

1. Premièrement, la négation pure et simple de la nation espagnole et de l'Espagne. L'Espagne représente pour eux l'Etat espagnol. Il a même été interdit, tacitement de prononcer le mot « Espagne ». L'adjectif espagnol est utilisé comme une insulte, pour marquer quelque chose qui doit être exclu, ou une violence physique. L'Etat espagnol existe en tant qu'appareil organisateur et répressif du pouvoir mais pas en tant qu'Etat-nation, ni en tant qu'Etat légitime de la nation espagnole. Si le nationalisme acceptait que l'Etat espagnol représente légitimement la nation espagnole, il devrait admettre que sa déclaration de guerre, physique ou symbolique, envers l'Etat constitue également une déclaration de guerre à la nation espagnole. Mais le nationalisme dit toujours qu'il est en guerre contre l'Etat. De cette façon, il donne l'image d'un mouvement d'émancipation et progressiste, de libération nationale, cachant son agressivité belligérante, en déclarant unilatéralement la guerre à la nation espagnole. D'autre part, cette image reste majoritaire non seulement sur l'ensemble du territoire espagnol, sinon dans chacune des

communautés autonomes, comme nous le montrent les sondages répétitifs. Cette perception déformée de l'autre, qui pousse même à nier son existence, est basée sur des mythologies de reconstructions historiques dont l'absence de fondements a été mise en exergue par l'historiographie professionnelle (Juan Pablo Fusi, Antonio Elorza, Joseph Pérez, Cortázar, etc.).

On peut observer ce noyau idéologique axiomatique dans les textes des fondateurs du nationalisme (Sabino Arana, dans le cas basque), qui ont imprégné l'ethos des partis et des sous-cultures nationalistes. Le gouvernement les ont même imposés comme textes scolaires d'histoire et de sciences sociales.

2. Deuxièmement, la négation et le rejet des symboles constitutionnels : le drapeau constitutionnel, les fêtes et célébrations qui impliquent l'unité espagnole, etc. Les gouvernements nationalistes eux-mêmes refusent de mettre sur leurs édifices le drapeau constitutionnel espagnol, obligatoire en vertu de la loi, et ne l'impose pas non plus aux communes. Ce phénomène a été surnommé la « guerre des drapeaux », guerre des symboles, symptôme du face à face des identités.

3. Rejet de la présence sur leurs territoires des forces de sécurités de l'Etat et de l'Armée, qu'ils considèrent comme des forces étrangères d'occupation. Ostracisme, isolement et stigmatisation de ces forces ainsi que leurs familles, comme étant les ennemis ou les agents de l'ennemi. Sociabiliser avec eux n'est pas seulement critiqué, mais constitue un motif pour menacer, voire même pour tuer.

4. Ce processus de désespagnolisation s'accompagne d'une inversion de l'hégémonie linguistique, l'espagnol étant remplacé par les langues vernaculaires. Cela commence par l'immersion linguistique au sein du système éducatif, et s'étend au système sanitaire ainsi qu'à la justice et à l'administration en général. La défense de la langue devient un des arguments centraux pour justifier le nationalisme et ses pratiques. Ils ferment les yeux sur les aspects légaux (le castillan est la langue de tout le territoire espagnol), sur le simple fait que la majorité de la population parle castillan ou qu'il existe un bilinguisme de fait.

5. En regard de cette protection volontariste de la langue, il faut également signaler les politiques orientées vers le renforcement d'une identité culturelle propre, différenciée et indépendante de l'Espagnol. Les écrivains, les penseurs et les artistes qui aujourd'hui comme hier n'acceptent pas l'idéologie nationaliste sont exclus ou rejetés en tant que représentants de leur propre culture (Unamuno, Baroja, etc.). Les écrivains catalans qui écrivent en espagnol (Eduardo Mendoza, Juan Marsé, etc.) ne sont pas inclus dans les représentations officielles des écrivains de Catalogne. Le multiculturalisme du gouvernement espagnol et reconnu par la Constitution espagnole n'est pas pratiqué par les gouvernements nationalistes des autonomies.

6. Le milieu dans lequel le nationalisme est directement et efficacement intervenu est celui des moyens de communication, écrits et audiovisuels, avec financement et protection privilégiée pour ceux qui partagent l'idéologie nationaliste. La manipulation du discours dans les médias, pour « atténuer » ou « comprendre » la criminalité de la violence terroriste est bien documentée. D'autre part, les journalistes constituent le groupe de professionnels le plus menacé et touché dans le Pays Basque. Nombres d'entre eux ont dû quitter leur propre terre.

Je pense donc que la prétention de sécession du gouvernement nationaliste basque, confirme cette synergie immorale entre la violence physique (terroriste) et la violence symbolique, son interdépendance, et pourquoi le nier, son succès. Et c'est précisément ce succès qui, du point de vue éthique, est profondément perturbateur.

L'organisation civique basque « BASTA YA » (www.bastaya.org) a promu et publié le Manifeste suivant, avec l'appui et la solidarité, parmi d'autres, de Alfredo Bryce Echenique, Bernard-Henri Lévy, Carlos Fuentes, Carlos Monsivais, Dominique Noguez, Fernando Arrabal, Gianni Vattimo, Günter Grass, Jorge Edwards, Juan Goytisolo, Mario Vargas Llosa, Michael Burleigh, Nadine Gordimer, Paolo Flores D'Arcais, Paul Preston, Susan Sontag... :

« *Même si* les Européens exercent le droit de vote constitutionnel avec une routine démocratique salubre, ils ne sont pas nombreux à imaginer que dans un coin d'Europe la peur et la honte oppriment les citoyens.

Même si la mémoire de l'Holocauste est honorée en Europe grâce au souhait de réhabiliter les victimes de la barbarie et d'empêcher que l'horreur se reproduise, peu d'Européens savent qu'aujourd'hui même au Pays basque des citoyens libres sont insultés et assassinés.

Pour incroyable que cela paraisse, aujourd'hui les candidats des citoyens libres du Pays basque sont condamnés à mort par les mercenaires de l'E.T.A et condamnés à l'humiliation par leurs complices nationalistes.

Bien que des citoyens du Pays basque soient assassinés pour leurs idées, et que des milliers d'entre eux aient été mutilés ou molestés, les attentats ont lieu dans une pesante ambiance, d'impunité morale encouragée par les institutions nationalistes et par la hiérarchie catholique basque.

Même si les partis nationalistes profitent des garanties constitutionnelles de la démocratie espagnole, des citoyens libres du Pays basque doivent se cacher, dissimuler leurs habitudes, omettre l'adresse de leur domicile, demander la protection des gardes de corps et craindre continuellement pour leur vie et celle de leur famille.

Même si la tentation est grande et fréquente d'ignorer ce que se passe, nous demandons aux citoyens européens... de sentir l'état d'indignation générale, en mémoire des victimes qui au Pays basque meurent pour la liberté, en l'honneur de ceux qui aujourd'hui même la défendent avec un courage qui un jour prochain émouvra l'Europe. »

Cette description est encore valide quand M. Ibarretxe, président du gouvernement autonome basque, prétend organiser un référendum sécessionniste, clairement anticonstitutionnel et illégitime. C'est l'action complémentaire qui bénéficie du - et donne du sens au - « travail sale » de l'E.T.A.